



**Conseil économique
et social**

Distr.
LIMITÉE

E/CN.6/1997/WG/L.4
24 mars 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME
Quarante et unième session
10-21 mars 1997
Point 5 de l'ordre du jour

ÉLABORATION D'UN PROJET DE PROTOCOLE FACULTATIF
SE RAPPORTANT À LA CONVENTION SUR L'ÉLIMINATION
DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION À
L'ÉGARD DES FEMMES

Résumé établi par la Présidente

1. Le Groupe de travail à composition non limitée de la Commission de la condition de la femme sur l'élaboration d'un projet de protocole facultatif se rapportant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes a tenu ... séances officielles pour examiner le document interne présenté par la Présidente au sujet d'un protocole facultatif, qui est publié sous la cote E/CN.6/1997/WG/L.1. Le Groupe de travail a demandé à la Présidente de résumer les débats qui se sont tenus durant les réunions officielles, ce résumé devant être inclus dans le rapport du Groupe de travail.
2. Au cours des réunions officielles, le Groupe de travail a bénéficié du concours de Mme Silvia Cartwright, représentante du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, qui a formulé des observations et répondu aux questions en sa qualité d'expert, conformément à la décision 1996/241 du Conseil économique et social. Elle a informé le Groupe de travail des méthodes de travail actuellement utilisées par le Comité et des responsabilités qui incombaient au Comité en vertu de l'article 17 de la Convention.
3. Avec l'accord du Groupe de travail, la Présidente a demandé également aux organisations non gouvernementales et intergouvernementales de faire des déclarations sur le fond de la question.
4. On trouvera ci-après le compte rendu, article par article, établi par la Présidente sur les débats que le Groupe de travail a consacrés au projet dont le texte figure dans le document E/CN.6/1997/WG/L.1. La Présidente tient à souligner qu'aucun accord n'étant encore intervenu au sein du Groupe de travail sur la question de la qualité et sur la terminologie concernant les requérants,

toute référence à ce sujet dans le résumé qui suit doit s'entendre sans préjudice du résultat final des travaux du Groupe de travail.

Préambule

5. Le Groupe de travail est convenu que le protocole facultatif serait précédé par un préambule. De nombreuses délégations ont déclaré qu'elles préféreraient un préambule court et succinct. Ledit préambule devant refléter le contenu du protocole facultatif, il a été décidé d'en examiner la formulation lorsqu'un accord serait intervenu au sujet des articles du protocole facultatif.

Article premier

6. De l'avis de nombreuses délégations, le texte de l'article premier devrait être concis et se limiter à la question de la compétence du Comité pour recevoir et examiner les communications, comme prévu dans le document E/CN.6/1997/WG/L.1. Le Groupe de travail a pris une décision en ce sens ad referendum, bien que certains de ses membres aient estimé que l'article devrait être élargi pour traiter également de la question de la qualité. Certains membres ont préconisé l'addition d'une mention selon laquelle les communications devraient être présentées conformément aux dispositions du protocole.

7. Quelques délégations jugeaient préférable de conserver un alinéa séparé prévoyant expressément qu'aucune communication concernant un État partie à la Convention mais non partie au protocole ne pourrait être acceptée, mais le Groupe de travail a considéré qu'une telle disposition était superflue et pouvait être supprimée.

Article 2

8. Quelques délégations ont appuyé la formulation proposée dans le document E/CN.6/1997/WG/L.1 qui faciliterait l'accès à la procédure concernant les communications d'un groupe potentiellement nombreux de requérants. On a jugé que cette procédure permettrait de surmonter certains obstacles, tels que l'analphabétisme et la pauvreté, auxquels les femmes se heurtaient fréquemment pour accéder à certaines procédures internationales de recours en cas de violation des droits de l'homme. Quelques délégations ont fait observer que l'article 2 devrait traiter de deux questions, en premier lieu la question de savoir qui était habilité à présenter une communication et, en second lieu, l'étendue des droits relevant de la compétence du Comité.

9. Plusieurs options ont été proposées pour régler la question de savoir qui avait qualité pour présenter une communication. On a proposé que l'article contienne deux alinéas concernant les victimes (à savoir les personnes dont les droits ont censément été violés). Quelques délégations ont déclaré qu'il devrait s'agir de violations directes. Un deuxième alinéa devrait préciser qui pourrait présenter des communications pour le compte d'une ou plusieurs victimes. D'autres délégations ont estimé que l'article devrait comporter un troisième élément et habiliter à présenter une communication ceux qui pouvaient justifier d'un intérêt suffisant mais qui n'étaient pas des victimes directes des violations et qui n'agissaient pas non plus pour le compte de telles victimes.

/...

10. Quelques délégations ont été en faveur de la méthode adoptée pour le premier protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui donne compétence aux seuls particuliers. D'autres ont envisagé la possibilité de donner compétence à des groupes de personnes, comme prévu dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, mais non aux groupes proprement dits. D'autres encore préconisaient que l'on autorise les particuliers et les groupes à présenter des communications, cependant que certaines délégations souhaitaient que l'on donne aux organisations la possibilité de présenter des communications.

11. Ceux qui étaient en faveur de donner ce droit aux seules personnes ou groupes de personnes ont fait valoir que l'objet principal d'un protocole facultatif se rapportant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes devrait être de prévoir un recours contre les violations des droits des particuliers. Ils ont déclaré que les groupes ou les organisations, en tant que tels, n'étaient pas titulaires de droits de l'homme et ne pouvaient être directement victimes d'une violation de la Convention. Ils ont précisé que seules des personnes identifiables appartenant au groupe ou à l'organisation pouvaient être victimes d'une violation et avoir de ce fait le droit de présenter une communication.

12. Certaines délégations ont estimé qu'il faudrait donner aux organisations le droit de présenter des communications mais que les groupes ou organisations en question devraient être limités par exemple à ceux d'entre eux qui s'intéressent aux droits des femmes. D'autres ont fait observer qu'une telle limitation exclurait les communications émanant de nombreuses organisations qui ne sont pas spécialisées dans les questions intéressant les femmes, mais qui seraient cependant en mesure de présenter des communications importantes.

13. Quelques délégations ont été d'avis qu'il fallait énoncer à l'article 2 le droit pour les représentants de victimes présumées de présenter des communications et ont estimé qu'il fallait prévoir la possibilité que des communications soient présentées pour le compte d'une ou plusieurs victimes. Un certain nombre de délégations ont fait observer qu'il n'était pas nécessaire d'inclure dans le protocole facultatif une disposition expresse traitant de la représentation, étant donné qu'un tel droit faisait automatiquement partie du droit de présenter une plainte. La formulation figurant dans d'autres instruments et prévoyant la présentation d'une communication pour le compte d'une ou plusieurs personnes couvrait les situations où la personne considérée n'était pas en mesure de présenter une communication. Quelques délégations ont déclaré que le droit de présenter une communication devrait être limité aux victimes et que la présentation de communications pour le compte de victimes ne devrait être autorisée que dans des cas exceptionnels. D'autres délégations ont estimé qu'il fallait examiner la question de savoir si des victimes pouvaient être représentées par des tiers lorsqu'elles n'avaient pas donné leur consentement à cette fin.

14. Quelques délégations ont estimé qu'en autorisant la présentation de communications par des groupes pouvant justifier d'un intérêt suffisant, on tiendrait compte de situations dans lesquelles les droits de certains groupes de femmes, par exemple des femmes victimes de divers trafics, auraient été violés. On a souligné aussi qu'une telle procédure pourrait également être utile en

raison des nombreux obstacles auxquels se heurtent les femmes pour utiliser les moyens mis à leur disposition pour faire valoir leurs droits. Un certain nombre de délégations se sont demandé s'il conviendrait de donner le droit de présenter des communications à ceux qui pouvaient justifier "d'un intérêt suffisant" en la matière mais qui n'étaient pas directement affectés ou qui n'agissaient pas pour le compte d'une ou plusieurs personnes directement affectées.

15. Quelques délégations ont été en faveur de l'octroi du droit de présenter des communications aux groupes pouvant justifier d'un intérêt suffisant de manière à couvrir les situations de violations systématiques et généralisées de droits des femmes. Un grand nombre de femmes pourrait potentiellement tirer un bénéfice de telles communications, sans qu'un groupe spécifique de victimes soit identifié. D'autres délégations ont fait observer qu'à leur avis, le principal objet d'une procédure relative aux communications était de traiter des violations de droits de particuliers; c'est pourquoi elles n'étaient pas favorables à ce que l'on élargisse de la sorte le droit de présenter des communications. On a estimé qu'une procédure d'enquête serait plus efficace pour répondre à de telles situations.

16. De nombreuses délégations ont été d'avis que les communications devraient invoquer une violation de droits énoncés dans la Convention. D'autres délégations souhaitaient préciser que le manquement par un État partie aux obligations découlant de la Convention devrait également offrir la base nécessaire pour présenter une communication. Quelques délégations ont suggéré que l'on renforcerait ainsi la portée générale de la Convention qui couvrirait un large ensemble de droits, ladite Convention offrant ainsi un moyen de lutter contre les causes systémiques et structurelles de discrimination.

17. Quelques délégations ont fait valoir que le manquement aux obligations énoncées dans la Convention constituait une violation de droits et qu'il n'était donc pas nécessaire d'inclure une disposition expresse à ce sujet. On a fait observer que les particuliers ne présentaient généralement pas de communications au sujet du manquement par des États parties aux obligations découlant de la Convention.

18. Quelques délégations ont fait observer que la Convention ne se bornait pas à couvrir des droits clairement identifiables appartenant à des particuliers. L'inclusion d'une disposition relative au manquement à ses obligations de la part d'un État partie montrerait clairement que le Comité était habilité à traiter non seulement des situations de violations directes, mais aussi des cas où les États parties ne prenaient pas les mesures nécessaires pour appliquer la Convention. On a noté également qu'au lieu de mentionner le manquement à leurs obligations, de la part des États, il suffirait de mentionner le fait que les violations pourraient résulter soit d'actes soit d'omissions.

19. Un certain nombre de délégations ont fait observer que seules les victimes relevant de la juridiction de l'État partie devraient être habilitées à présenter une communication. De nombreuses délégations ont souligné que les réfugiées et les femmes migrantes seraient incluses dans cette catégorie.

20. Quelques délégations ont été d'avis qu'il faudrait mentionner à l'article 2 qu'une communication ne pouvait être présentée que si les recours internes

avaient été épuisés, mais d'autres ont fait valoir que les critères d'admissibilité devraient être énoncés dans un article ultérieur, en l'occurrence l'article 4.

Article 3

21. De nombreuses délégations se sont déclarées favorables au libellé proposé dans le document E/CN.6/1997/WG/L.1, qui était semblable à celui qui était utilisé pour des procédures internationales existantes comparables. Quelques délégations ont fait observer qu'une disposition relative à la transmission des communications recevables à l'État partie intéressé figuraient plus loin dans un autre article et qu'il n'y avait donc pas lieu d'en parler à ce stade. Le Groupe de travail a adopté l'article ad referendum.

Article 4

22. S'agissant des critères de recevabilité, de nombreuses délégations se sont déclarées en faveur d'une approche qui mettrait le protocole facultatif à égalité avec des procédures internationales similaires. Fixer le seuil de recevabilité plus haut que dans d'autres procédures serait discriminatoire à l'égard des femmes.

23. Le Groupe de travail a examiné la possibilité de regrouper tous les critères de recevabilité – c'est-à-dire les articles 3 et 4 – dans un seul article. Il a été considéré toutefois que les critères visés à l'article 3 étaient des conditions préalables à la recevabilité d'une communication et non des critères de recevabilité au sens propre du terme.

24. Le Groupe de travail a cherché à regrouper les critères de recevabilité énoncés à l'article 4 sous un seul texte introductif, mais a estimé que c'était difficile. De nombreuses délégations se sont déclarées favorables au libellé du paragraphe 1 de l'article 4 figurant dans le document E/CN.6/1997/WG/L.1. Un libellé qui prévoirait que le Comité doit vérifier lui-même si certains critères sont respectés risquait d'être trop contraignant. Il fallait donc formuler le texte introductif de telle sorte que la recevabilité puisse être déclarée au vu de la communication.

25. Le Groupe de travail a décidé ad referendum d'inclure dans le projet les critères de recevabilité suivants : pour qu'une communication soit recevable, il fallait qu'elle ne soit pas incompatible avec les dispositions de la Convention, qu'elle ne constitue pas un abus du droit de soumettre des communications et que les recours internes disponibles aient été épuisés. Quelques délégations ont estimé qu'il fallait ajouter, à propos de ce dernier critère, que l'épuisement des recours internes devait être déterminé conformément aux règles du droit international généralement reconnu, alors que d'autres ont été d'avis qu'il fallait l'assortir d'une réserve plus précise concernant l'inefficacité ou la durée excessive de ces recours. D'autres ont estimé qu'il n'était pas nécessaire d'ajouter des réserves. Il a été suggéré aussi que c'était à l'auteur de la communication qu'il devrait appartenir de prouver l'inefficacité des recours internes.

26. Quelques délégations ont été d'avis qu'il fallait inscrire dans le projet un critère relatif aux communications manifestement mal fondées. Un certain nombre de délégations ont fait observer qu'un tel critère était prévu dans plusieurs instruments régionaux, mais ne se trouvait dans aucune procédure internationale comparable. Quelques délégations ont proposé d'ajouter les motifs manifestement politiques comme critère d'irrecevabilité, mais beaucoup d'autres ont estimé qu'il s'agissait là d'un exemple particulier d'abus du droit de présenter une communication et qu'il n'était pas nécessaire d'être aussi précis. D'autres délégations ont fait valoir que le fait de présenter des accusations non fondées et des faits déformés constituait l'élément essentiel d'un abus du droit de présenter des communications reconnu dans un protocole facultatif de cette nature et qu'il devrait donc être expressément inscrit dans le projet comme critère d'irrecevabilité.

27. Quelques délégations ont proposé d'inclure dans le projet un critère de recevabilité fondé sur la non-rétroactivité du protocole facultatif, mais d'autres délégations ont fait valoir que, par définition, les traités internationaux n'étaient pas rétroactifs et qu'un tel critère n'était donc pas nécessaire. Plusieurs délégations ont fait observer que le principe de la non-rétroactivité ne s'appliquait de toute façon pas aux violations qui se poursuivraient après l'entrée en vigueur du protocole facultatif.

28. Le Groupe de travail a décidé ad referendum d'inclure dans le projet un critère prévoyant l'irrecevabilité en cas de multiplicité des procédures. Quelques délégations ont estimé que seul un examen simultané par une autre instance internationale d'enquête ou de règlement devrait être écarté, alors que d'autres ont été d'avis qu'il fallait écarter l'examen ultérieur aussi bien que simultané. Elles ont fait valoir que d'autres procédures similaires étaient entrées en vigueur depuis l'adoption du premier protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui n'excluait que l'examen simultané, ce qui justifiait d'exclure aussi bien l'examen ultérieur que l'examen simultané de la même question. Quelques délégations ont fait observer qu'il pourrait y avoir des communications qui relevaient de la compétence de différents organes de suivi des traités ou dont les questions liées à l'inégalité entre les hommes et les femmes n'étaient qu'un aspect. À cet égard, le rôle du Secrétariat en ce qui concernait l'enregistrement des communications et leur renvoi aux organes de suivi des traités a été souligné.

29. Il a été fait observer que l'examen d'une communication par une instance internationale devrait être exclu dès lors qu'une autre instance internationale avait pris acte de ladite communication. Quelques délégations ont souligné la nécessité de la coordination entre les mécanismes internationaux relatifs aux droits de l'homme.

30. Le Groupe de travail a convenu qu'il n'était pas approprié que le Comité soit chargé de déterminer si la durée d'une autre procédure internationale d'enquête ou de règlement était excessive. Quelques délégations ont suggéré d'inclure dans le projet une disposition prévoyant comme motif d'irrecevabilité que la même question, ou sensiblement la même question, a déjà été examinée par le Comité. De l'avis d'autres délégations, il était inutile de prévoir cette

éventualité puisqu'elle entrerait dans le cadre de la disposition relative à l'abus du droit de présenter une communication.

31. Quelques délégations ont été d'avis que les principes d'objectivité et d'impartialité, qui étaient largement reconnus dans le domaine des droits de l'homme, devraient être inscrits dans le projet comme critères de recevabilité. D'autres ont déclaré qu'elles ne pouvaient accepter l'inclusion de critères de recevabilité fondés sur les principes d'objectivité et d'impartialité.

Article 5

32. De nombreuses délégations ont été en faveur d'inscrire expressément dans le projet une disposition relative aux mesures conservatoires, une telle disposition étant conforme à la pratique actuellement suivie par les instances internationales similaires. L'inscrire dans le protocole facultatif contribuerait à la codification progressive du droit international humanitaire et rendrait la procédure plus transparente. Quelques délégations ont rappelé qu'une disposition relative aux mesures conservatoires figurait dans le règlement intérieur d'autres instances internationales et ont suggéré de laisser au Comité le soin d'inscrire cette question dans son règlement intérieur.

33. De nombreuses délégations ont exprimé une préférence pour un libellé qui permettrait au Comité de "recommander" de telles mesures et non de les "demander", comme le prévoyait actuellement le texte figurant dans le document E/CN.6/1997/WG/L.1. D'autres délégations ont fait observer que l'emploi du terme "recommander" s'écarterait du libellé en usage dans la pratique d'autres organes de suivi des traités et, par conséquent, qu'il fallait conserver le terme "demander". Plusieurs délégations ont souligné que les mesures conservatoires étaient, par nature, des mesures extraordinaires, comme l'étaient les mesures comparables dans de nombreux ordres juridiques internes, et qu'il n'y aurait donc probablement pas lieu d'y recourir souvent.

34. De nombreuses délégations ont suggéré de supprimer les mots "préserver le statu quo", qui n'étaient pas clairs et qui étaient implicitement contenus dans l'idée d'éviter un dommage irréparable. D'autres délégations ont fait valoir que la préservation du statu quo était une notion bien connue en droit interne, qui complétait la notion d'éviter un dommage irréparable. Plusieurs délégations ont fait observer que d'autres organes de suivi des traités utilisaient le terme "préjudice" et non le terme "dommage" qui figurait dans le document E/CN.6/1997/WG/L.1, et elles ont suggéré que ces deux termes soient davantage clarifiés.

35. Plusieurs délégations ont fait observer qu'une demande de mesures conservatoires risquait d'être interprétée comme préjugant le résultat de l'examen de la communication. Quelques délégations ont souligné qu'une telle demande n'impliquerait en aucune façon une décision sur le fond de la communication ni, selon le cas, sur sa recevabilité. Elles ont proposé que soit ajouté un paragraphe pour le préciser.

36. En ce qui concerne l'inclusion d'une disposition demandant à l'État partie de se conformer à la demande de mesures conservatoires faite par le Comité (par. 2 de l'article 5), de nombreuses délégations ont estimé que le libellé

/...

d'une telle disposition devait être soigneusement examiné. Plusieurs délégations ont dit qu'il valait mieux supprimer complètement la disposition plutôt que d'essayer de la reformuler.

Article 6

37. La spécialiste de la Convention a évoqué la vulnérabilité des personnes alléguant la violation de droits et singulièrement les risques auxquels la femme se trouvait exposée à cet égard. Certaines délégations se sont déclarées favorables au libellé du paragraphe 1 de l'article 6 du document E/CN.6/1997/WG/L.1. D'autres délégations ont estimé qu'il fallait révéler l'identité de la victime à l'État partie concerné afin de permettre à celui-ci de fournir des explications au Comité et de ménager une voie de recours à l'auteur de la plainte. Aussi étaient-elles d'avis que la révélation de l'identité de l'auteur de la plainte devrait être la règle, dans la mesure où il était indispensable à l'État partie de connaître l'identité de l'intéressé afin de lui ouvrir une voie de recours efficace. Pour certaines délégations, il était essentiel du point de vue de la procédure d'obtenir le consentement exprès de l'auteur avant de révéler son identité surtout dans le but de garantir sa sécurité et de le protéger contre toutes représailles. D'autres délégations ont fait observer que l'on pourrait pourvoir à la protection de la victime en s'abstenant temporairement de révéler son identité pendant la période de mise en oeuvre de mesures conservatoires. D'aucuns ont considéré que l'interdiction permanente de révéler l'identité de l'auteur devrait être l'exception, exception dont le jeu pourrait, de l'avis de certaines délégations, être réglé dans le règlement intérieur du Comité.

38. Certaines délégations ont proposé qu'au lieu d'exiger le consentement exprès de la victime avant de révéler son identité à l'État partie, on ménage à celle-ci la faculté de s'opposer expressément à la révélation de son identité.

39. Si certaines délégations ont vu dans la première partie du paragraphe 1 de l'article 6 une disposition superfétatoire à supprimer, d'autres ont fait valoir que cette phrase décrivait minutieusement l'enchaînement harmonieux des étapes de l'examen des communications par le Comité.

40. On a fait observer qu'un certain nombre d'articles du document E/CN.6/1997/WG/L.1 parlaient de "l'auteur" alors que des instruments analogues avaient retenu les termes "individu" ou "requérant" et qu'il conviendrait d'utiliser ces derniers vocables. Certaines délégations ont suggéré d'utiliser le terme "victime" en même temps que le mot "auteur" en lieu et place de celui-ci. On a fait observer que la décision qui serait prise au sujet de la question de la qualité pour agir à l'article 2 déterminerait le terme qu'il conviendrait d'utiliser partout dans le texte du protocole.

41. Quant au délai à ménager à l'État partie pour présenter des informations au Comité au sujet d'une communication, certaines délégations se sont prononcées en faveur d'un délai de trois mois cependant que d'autres préféreraient un délai de six mois.

42. Certaines délégations se sont félicitées de ce que le protocole facultatif prévoyait une disposition ménageant expressément la possibilité d'un règlement à

tout moment avant que le Comité ne se prononce quant au fond. Compte tenu des observations faites par la spécialiste de la Convention touchant le rôle constructif du Comité créé en vertu de cette convention, certaines délégations se sont félicitées de l'insertion d'une disposition qui constituait un moyen moderne de règlement des différends propre à encourager les règlements à l'amiable entre les parties. En cas de règlement fondé sur la divulgation complète des faits par les deux parties, le Comité s'abstiendrait de formuler des vues, se bornant à faire état du règlement de l'affaire par voie de déclaration. Pour d'autres délégations, le rôle de médiateur que le Comité pourrait être appelé à jouer risquerait de l'empêcher de jouer le rôle qui lui revient dans le cadre d'une procédure de communications. De l'avis de ces délégations, il faudrait laisser au Comité le soin de régler ce rôle dans son règlement intérieur. On s'est déclaré favorable à l'idée d'insérer dans le protocole facultatif d'autres dispositions afin de permettre au Comité d'indiquer clairement l'intervention d'un règlement dans telle ou telle affaire.

Article 7

43. Certaines délégations ont proposé de supprimer toute référence à "d'autres sources" d'information. Pour certains, on pourrait, si on le voulait, faire intervenir les informations provenant d'autres sources dans la procédure en coopération avec soit l'État partie soit l'auteur et faire ainsi l'économie des autres sources d'information. Il a été suggéré de laisser au Comité le soin de régler la question dans son règlement intérieur, à l'exemple d'autres organes conventionnels. Pour d'autres délégations, il pourrait être nécessaire de préciser en quelque sorte la nature que devraient revêtir les informations provenant d'autres sources; c'est ainsi qu'elles ont proposé de circonscrire celles-ci aux informations provenant de l'Organisation des Nations Unies, par exemple les rapports des rapporteurs spéciaux dans le domaine des droits de l'homme. D'autres délégations encore étaient favorables à l'idée de maintenir le paragraphe dans son libellé actuel sans restriction aucune, invoquant en particulier les explications fournies sur ce point par la spécialiste de la Convention. Elles ont précisé que toutes informations provenant d'autres sources seraient, en tout état de cause, communiquées aux deux parties aux fins d'observations.

44. Si nombre de délégations étaient partisans de se limiter aux seules informations écrites à l'occasion de l'examen d'une communication, certaines ont estimé qu'il faudrait laisser au Comité le soin de régler cette question. Les dépositions orales devraient être admises si le Comité en décidait ainsi. On a fait valoir que la disposition selon laquelle des informations seraient fournies au Comité "par l'auteur ou en son nom" et par l'État partie concerné donnait à penser que les tiers auraient le droit de fournir des informations, ce qui risquerait d'alourdir outre mesure la procédure; elle gagnerait donc à être examinée plus avant.

45. Le Groupe de travail s'est entendu ad referendum sur le paragraphe 2 de l'article 7 du document E/CN.6/1997/WG/L.1.

46. Si nombre de délégations se sont déclarées favorables au libellé du paragraphe 3 de l'article 7 du document E/CN.6/1997/WG/L.1, d'autres délégations ont jugé qu'il n'y avait pas lieu de faire référence à l'adoption par le Comité

de vues ou de recommandations. À cet égard, certaines délégations ont fait remarquer que le libellé actuel décrivait l'enchaînement des mesures à prendre par le Comité et la pratique établie par d'autres organes conventionnels, précisant que ce paragraphe traitait du terme de la procédure d'examen d'une communication par le Comité, c'est-à-dire après que celui-ci aurait ménagé à l'État partie la possibilité de lui présenter ses observations et des informations.

47. Certaines délégations ont proposé l'insertion d'un nouveau paragraphe à l'effet de ménager à l'État partie concerné la possibilité de participer à la procédure devant le Comité conformément à la pratique instituée par certaines conventions internationales. D'autres délégations ont fait valoir que les procédures en question revêtaient un caractère différent, c'est-à-dire celui de procédures interétatiques et non de procédures de communications; elles ne pouvaient donc pas souscrire à une telle proposition. Elles ont souligné que la procédure devant des mécanismes analogues était essentiellement écrite. Certaines délégations ont été d'avis que, si l'on ménageait à l'État partie la faculté de faire un exposé oral, il faudrait conférer cette même faculté au requérant afin de garantir une lutte à armes égales.

Article 8

48. Si plusieurs délégations ont souscrit au texte de l'article tel qu'il figure dans le document E/CN.6/1997/WG/L.1, d'autres délégations ont considéré que l'insertion d'une telle disposition dans le protocole facultatif constituait une importante décision qu'il fallait examiner attentivement. D'autres délégations encore ont jugé cet article superflu et en ont proposé la suppression, mettant en doute le bien-fondé d'une disposition qui autoriserait le Comité à demander aux États parties de prendre des mesures correctives spécifiques. Certaines délégations ont fait valoir que les États parties étaient, en tout état de cause, tenus de réparer les violations et ne voyaient de ce fait aucune raison d'insérer dans le protocole facultatif une disposition expresse dans ce sens.

49. Pour certaines délégations, l'essence du paragraphe 1 de l'article 8 était déjà consacrée au paragraphe 3 de l'article 7 du document E/CN.6/1997/WG/L.1, disposition avec laquelle le paragraphe 1 devait donc être fusionné. D'autres délégations ont estimé qu'il fallait laisser au Comité le soin de régler la question des mesures correctives dans son règlement intérieur et suivant sa pratique.

50. Plusieurs délégations étaient favorables à l'idée de consacrer expressément l'obligation faite à l'État partie de pourvoir à une réparation appropriée, y compris à une indemnisation adéquate, faisant valoir que l'insertion d'une telle disposition dans le protocole facultatif serait une manière pour le Groupe de travail de contribuer au développement progressif du droit international en ce qui concerne le droit à réparation à raison des violations des droits de l'homme.

51. Nombre de délégations ont souscrit à l'idée exprimée au paragraphe 3 de l'article 8 du document E/CN.6/1997/WG/L.1 de s'inspirer de la pratique, instituée dans le cadre de procédures analogues, et d'instaurer un dialogue

permanent entre le Comité et l'État partie après l'examen d'une communication et la constatation d'une violation. Toutefois, plusieurs délégations ont suggéré d'envisager cette possibilité de préférence dans un nouveau paragraphe 4 de l'article 7.

52. Plusieurs délégations ont craint que la proposition relative au suivi de l'examen de communications n'institue une procédure parallèle à la procédure de présentation de rapports prévue à l'article 18 de la Convention, ce qu'il fallait éviter. Elles ont estimé qu'il faudrait donner à l'État partie la possibilité de déposer des observations touchant les vues du Comité au sujet d'une communication close de sorte qu'il puisse éventuellement faire état de son désaccord avec les vues du Comité dans le rapport annuel de cet organe. D'autres délégations ont fait observer que les États parties seraient invités à fournir des observations et des informations à toutes les étapes de la procédure d'examen d'une communication.

53. De l'avis de certaines délégations, il conviendrait de rendre compte de toutes mesures de suivi y compris celles prises par l'État partie dans ses rapports périodiques. D'autres délégations ont fait observer que la procédure de présentation de rapports et la procédure de communications prévue dans le protocole facultatif, y compris toutes mesures consécutives aux vues du Comité, constituaient deux procédures différentes qui devraient rester distinctes. Le long laps de temps qui s'écoulait entre la présentation de deux rapports périodiques entamerait l'intérêt du suivi des communications par le biais de la procédure de présentation de rapports.

Article 9

54. Plusieurs délégations ont souligné l'importance qu'il y avait d'instituer un mécanisme de suivi complet dans le cadre du protocole facultatif, dont l'absence était, à leurs yeux, une lacune des procédures analogues existantes. La spécialiste de la Convention a souligné à quel point il importait d'instaurer un dialogue permanent et constructif entre le Comité et les États parties.

55. En ce qui concerne les disparités entre les dispositions du paragraphe 3 de l'article 8 et du paragraphe 2 de l'article 9, il a été souligné que le paragraphe 3 de l'article 8 portait sur les mesures de suivi à court terme cependant que le paragraphe 2 de l'article 9 visait le suivi permanent et à long terme par le Comité, dans le cadre de la procédure de présentation de rapports, de toute situation qui aurait donné lieu à une violation. À cet égard, certaines délégations ont estimé qu'il fallait éviter de mettre en place des procédures parallèles chevauchantes et que le suivi dans le cadre de la procédure de communications devrait être circonscrit aux mesures envisagées au paragraphe 2 de l'article 9, le paragraphe 3 de l'article 8 devant être supprimé. Relevant que le paragraphe 3 de l'article 8 et les paragraphes 1 et 2 de l'article 9 n'avaient pas la même finalité, plusieurs délégations ont souscrit à l'idée de maintenir séparément ces trois dispositions.

56. Plusieurs délégations, qui étaient favorables à l'idée de maintenir les dispositions de l'article 9, ont souligné l'importance d'un dialogue entre le Comité et les États parties en tant que moyen de garantir une protection accrue à l'individu à court et à long terme. Pour certains, le verbe "examiner"

/...

employé au paragraphe 1 de l'article 9 n'était pas tout à fait précis en ce sens qu'il évoquait des discussions orales entre le Comité et l'État partie, ce qui n'était pas souhaitable et n'était pas l'intention recherchée. Plusieurs délégations ont souligné que le paragraphe 3 de l'article 8 devrait être maintenu en tant que mesure de suivi obligatoire des vues du Comité au sujet d'une communication, les paragraphes 1 et 2 de l'article 9 traitant de la poursuite du dialogue, si nécessaire, dans le cadre de la procédure de présentation de rapports. Certaines délégations ont suggéré de supprimer le paragraphe 1 de l'article 9 compte tenu des doutes émis quant au bien-fondé de l'article 8 et des sérieux problèmes de compétence et de souveraineté auxquels il donnait lieu.

57. Sans contester la nécessité de mettre en place un mécanisme clair et simple, les délégations ont insisté sur le fait qu'il fallait s'efforcer de mettre en place un mécanisme efficace qui permettrait de veiller au suivi des mesures prises par les États parties comme suite aux vues et recommandations adoptées par le Comité concernant telle ou telle communication.

Articles 10 et 11

58. De nombreuses délégations se sont déclarées favorables aux articles 10 et 11, faisant observer que la procédure prévue permettrait au Comité de se concentrer sur les causes profondes de la discrimination et serait très utile dans les cas où il serait impossible autrement d'identifier certaines victimes qui en souffraient au-delà encore de ce que subissaient les autres femmes. Certaines délégations ont proposé d'inclure un article qui, comme l'article 20 de la Convention contre la torture ou autres peines ou traitements cruels inhumains ou dégradants, permettrait au Comité, avec l'accord de l'État partie, de se rendre sur le territoire de celui-ci. Plusieurs délégations ont proposé de fixer à six mois le délai dans lequel l'État partie devrait communiquer ses observations au Comité; la plupart toutefois n'envisageaient qu'un délai de trois mois.

59. Plusieurs délégations ont dit qu'un protocole à la Convention, quel qu'il soit, devrait se borner à prévoir une procédure pour les communications individuelles et ne pas établir de procédure d'enquête telle celle envisagée aux articles 10 et 11 du document E/CN.6/1997/WG/L.1. Elles estimaient, en effet, qu'une telle procédure pourrait entraîner d'inutiles confrontations, exigerait d'importantes ressources humaines et financières et ne se justifiait que dans le contexte de la torture. Certaines délégations ont mis en doute l'efficacité d'une procédure d'enquête de caractère juridique établie en vertu d'un protocole facultatif, s'agissant de violations graves et/ou systématiques. Elles estimaient qu'une approche plus politique, faisant par exemple intervenir les mécanismes de la Commission des droits de l'homme et de la Commission de la condition de la femme, conviendrait mieux dans de tels cas.

60. Certaines délégations ont demandé que l'on précise plus nettement quelles étaient les sources d'information qui déclencheraient le processus et comment la véracité des renseignements serait évaluée. D'autres ont fait ressortir que cette procédure aurait l'utilité d'encourager le dialogue entre l'État partie et le Comité et elles ont suggéré que soit mentionnée dans ce contexte la notion de "coopération" de la part de l'État partie.

/...

61. Un certain nombre de délégations ont proposé que l'on puisse se prévaloir de cette procédure dans le cas de violations à la fois graves et systématiques. Certaines étaient favorables à l'inclusion dans le projet de protocole d'une disposition qui autoriserait à l'État partie à se délier de l'obligation de se soumettre à la procédure d'enquête, alors que d'autres étaient opposées à une telle disposition.

Article 12

62. Si certaines délégations estimaient que la présence de l'article 12 du document E/CN.6/1997/WG/L.1 ne s'imposait pas dans le protocole, car tout État ayant ratifié la Convention et le protocole ou y ayant adhéré était tenu de garantir que les procédures prévues dans celui-ci soient accessibles à toute personne relevant de sa juridiction, la plupart des délégations étaient favorables à l'inclusion d'un article rédigé dans cet esprit. De nombreuses délégations souhaitaient que la disposition figurant à l'article 12 a) soit formulée de manière positive, de manière à faciliter les rapports entre le Comité et les États parties.

Article 13

63. Le Groupe de travail a adopté ad referendum l'article 13, tel qu'il figure dans le document A/CN.6/1997/WG/L.1.

Article 14

64. Certaines délégations estimaient que l'article 14, qui exigeait que les États parties fassent connaître les procédures dans leurs pays respectifs, était inutile étant donné que les traités internationaux ratifiés par de nombreux États ou auxquels avaient adhéré de nombreux États faisaient l'objet de la publicité voulue dans le journal officiel de ces États, mais de nombreuses autres jugeaient satisfaisant l'esprit dudit article, dont on trouvait, comme l'ont fait observer certaines, l'équivalent dans le règlement intérieur d'autres organes fonctionnant suivant des procédures analogues. Certaines délégations estimaient que les constatations du Comité ne devaient être rendues publiques que par l'État partie. Un certain nombre de délégations ont proposé de reformuler l'article en précisant que l'État partie était tenu de faire largement connaître le protocole et les procédures qu'il instituait; d'autres en revanche estimaient que ce serait lui imposer une charge trop lourde que d'exiger de lui qu'il fasse connaître les constatations du Comité sur des communications et des enquêtes individuelles.

Article 15

65. Certaines délégations ne pensaient pas qu'il soit nécessaire d'inclure dans le protocole facultatif un article qui donnerait au Comité le pouvoir d'élaborer son propre règlement intérieur en ce qui concerne les procédures que définissait le protocole faisant observer que ce pouvoir lui était conféré à l'article 19 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Toutefois, on a noté qu'on trouvait une disposition relative au règlement intérieur à l'article 39, alinéa 2) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, mais non dans son premier protocole facultatif et

/...

que si un tel article n'était pas absolument nécessaire, il fournissait néanmoins des précisions utiles.

Article 16

66. Quoique quelques délégations se soient déclarées favorables à cet article, un certain nombre d'autres estimaient qu'une disposition spéciale concernant la durée des réunions du Comité afin que celui-ci puisse s'acquitter de ses fonctions conformément au protocole, telle celle que l'on proposait à l'article 16 du document E/CN.6/1997/WG/L.1, ne s'imposait pas et était liée à la question des ressources qui devraient être mises à disposition eu égard au protocole envisagé. Certaines délégations estimaient qu'il fallait préciser dans cette disposition que le Comité se réunirait le temps nécessaire, dans le cadre délimité par son ordre du jour, pour s'acquitter des fonctions lui incombant en vertu du protocole.

Article 17

67. De nombreuses délégations se sont déclarées satisfaites du libellé de l'article 17, tel qu'il était présenté dans le document E/CN.6/1997/WG/L.1, article qui concerne la signature du protocole facultatif, l'adhésion à ce protocole et sa ratification. Certaines délégations ont proposé d'apprécier au libellé de l'article quelques modifications d'ordre technique mais ont convenu que ces questions devraient être résolues à la lumière d'un avis juridique.

Article 18

68. De nombreuses délégations estimaient que le protocole facultatif devrait entrer en vigueur après le dépôt du cinquième instrument de ratification ou d'adhésion auprès du Secrétaire général, de manière à ce que les victimes de discrimination puissent tirer parti des procédures prévues aussitôt que possible. D'autres estimaient qu'il était important que le protocole facultatif soit accepté par un très grand nombre d'États, suggérant que le seuil à atteindre pour son entrée en vigueur soit porté à 10 États parties, alors qu'un certain nombre encore estimaient qu'il faudrait qu'il soit porté à 20 États parties.

Article 19

69. Certaines délégations étaient d'avis que l'article 19 tendait de façon injustifiée à étendre la portée juridictionnelle de la Convention et qu'il devait par conséquent être supprimé. On a proposé de reformuler cet article en disant simplement que les dispositions du protocole s'appliquaient à la juridiction de l'État partie sans aucune limite ni exception. Toutefois, un certain nombre de délégations estimaient que le libellé que l'on trouvait dans le document E/CN.6/1997/WG/L.1 était acceptable. Un certain nombre de délégations encore doutaient de l'utilité de l'article et un grand nombre ont demandé à être plus amplement informées des incidences juridiques de cette proposition.

Article 20

70. Un certain nombre de délégations ont souligné que la Convention de Vienne sur le droit des traités autorisait les réserves à l'exception de celles qui seraient contraires à l'objet et au but du traité. Un certain nombre de délégations encore étaient favorables à l'inclusion de l'article 20 qui n'autorisait aucune réserve au protocole facultatif, notant que la Convention de Vienne sur le droit des traités admettait l'inclusion d'un tel article. Celui-ci, a-t-on dit, était compatible avec la pratique internationale courante et ne détonnerait pas dans un instrument moderne conçu pour le XXI^e siècle. On a souligné que la possibilité pour les États parties de choisir de ne pas se soumettre à la procédure d'enquête envisagée aux articles 10 et 11 du document E/CN.6/1997/WG/L.1 pouvait être prévue par une clause dérogatoire. Plusieurs délégations ont dit que le protocole facultatif ne devrait pas comporter d'article sur les réserves. On a souligné que, en tout état de cause, des réserves au protocole ne pourraient avoir d'effet quant aux obligations contractées par un État partie à la Convention. Certaines délégations étaient, elles, favorables à l'inclusion d'une disposition plus précise, qui autoriserait ou interdirait certaines réserves.

Article 21

71. Les délégations ont accepté l'article 21 concernant les amendements au protocole facultatif tel qu'il figurait dans le document E/CN.6/1997.WG/L.1 ad referendum. On a proposé d'examiner plus avant le paragraphe 3 de l'article 21 qui ne couvrait peut-être pas les amendements de procédure qui ne concernaient pas tous les États parties.

Article 22

72. Les délégations ont accepté l'article 22 figurant dans le document A/CN.6/1997/WG/L.1 avec la clause restrictive relative à la procédure d'enquête et prévoyant la possibilité, en principe, de dénoncer le protocole et ont proposé d'en remanier le libellé de manière à l'aligner sur celui de l'article 13 du premier protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Le Groupe de travail est convenu que la dénonciation devrait prendre effet dans un délai de six mois à compter de la date de réception de la notification de la dénonciation par le Secrétaire général.

Articles 23 et 24

73. Les délégations ont accepté les articles 23 et 24 du document E/CN.6/1997/WG/L.1 ad referendum.

Ressources

74. Le Groupe de travail était conscient que l'entrée en vigueur du protocole facultatif aurait des incidences financières. Il est convenu d'attendre pour examiner la question que le contenu du protocole ait été précisé de manière à disposer d'une base de discussion plus nette.

Observations présentées par un membre du Comité
des droits de l'homme

75. Le Groupe de travail a bénéficié dans ses travaux des observations de Mme Elizabeth Evatt, membre du Comité des droits de l'homme, qui a exposé certains aspects des travaux que ce comité avait consacrés au premier protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Elle a précisé que la procédure prévue par ce protocole n'autorisait pas le Comité des droits de l'homme à se prononcer sur le droit interne d'un pays, mais lui permettait de déterminer si les lois et pratiques de l'État partie étaient conformes aux obligations internationales auxquelles était tenu celui-ci par suite de la ratification d'un traité ou de son adhésion à un traité. Elle a fait observer que la plupart des États parties s'étaient pliés à la pratique du Comité des droits de l'homme consistant à demander des mesures provisoires. Elle a noté également qu'un très petit nombre seulement de communications reçues par le Comité avaient été jugées irrecevables en raison de ce qu'elles étaient futiles ou vexatoires. Elle a précisé que le Comité faisait une distinction entre les recours internes qui étaient effectivement disponibles mais dont on faisait indûment traîner l'application et les situations dans lesquelles il n'existait pratiquement pas de recours internes.
